

CHRONOLOGIE DES ÉVÈNEMENTS 1994-1995

International	Rwanda	MSF
<p>1994</p> <p>1^{er} mai Publication rapport de Human Rights Watch sur le génocide dont une partie évoque les "abus du Front Patriotique Rwandais" (FPR).</p> <p>23 mai Publication rapport de Amnesty International sur le génocide dont une partie évoque les "homicides délibérés et arbitraires perpétrés par le FPR et ses partisans" (FPR).</p> <p>18 juin La France annonce qu'elle saisira le Conseil de Sécurité des Nations-unies à propos d'une "intervention militaire ponctuelle à but humanitaire au Rwanda, baptisée "opération Turquoise" avec ou sans le soutien d'autres pays."</p> <p>22 juin Résolution 929 du Conseil de sécurité autorisant l'"Opération Turquoise" au titre chapitre VII de la Charte des Nations-unies : "protection des populations civiles et de l'aide humanitaire."</p>	<p>Depuis le 6 avril génocide des Rwandais tutsis et massacres des Rwandais hutus opposés au génocide.</p> <p>23 juin à début juillet Déplacement forcé et dans des conditions très précaires par le FPR de 50 000 à 100 000 habitants de la région de Gitarama-Butare, vers le Bugesera.</p>	<p>Courant mai Ouverture programme MSF Belgique à Byumba (zone FPR – Nord Est Rwanda) – l'équipe est témoin des pressions du FPR sur la population.</p> <p>3 juin Ouverture du programme MSF Belgique à Nyamata (Bugesera).</p> <p>6 juin Ouverture du programme MSF Hollande à l'hôpital King Fayçal à Kigali : soins à des détenus.</p> <p>17 juin Conférence de presse MSF France : "On n'arrête pas un génocide avec des médecins". Témoignages de réfugiés burundais au Rwanda victimes des exactions du FPR dans le dossier de presse.</p> <p>23 juin à début juillet 1994 MSF sollicité pour l'assistance médicale du déplacement de population mais activités entravées par FPR-Présence du directeur de la communication de MSF Belgique au sein de l'équipe.</p>

International	Rwanda	MSF
<p>1994</p>	<p>14 juillet Prise de Ruhengeri par le FPR. Fuite du gouvernement intérimaire rwandais vers la zone turquoise.</p> <p>14 au 17 juillet De 500 000 à 800 000 Rwandais s'installent près de Goma, au Zaïre.</p> <p>22 juillet Le gouvernement rwandais appelle les réfugiés au retour : " ceux qui n'ont pas participé aux massacres n'ont rien à craindre ."</p> <p>5 août Le porte-parole de l'opération Turquoise fait état d'exactions de l'APR contre déplacés.</p> <p>6 août Le ministre de la Défense du Rwanda dément les informations du porte-parole de l'opération Turquoise.</p>	<p>19 juillet Conférence de presse et communiqué de presse MSF Belgique : " MSF Belgique exige le retour des réfugiés au Rwanda " - même position de MSF Hollande.</p> <p>29 et 30 juillet Siège de l'hôpital de Rilima par APR pour arrêter le personnel (ex CICR) d'origine hutue. A Kampala, le chef de mission de MSF Belgique informe le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas des exactions du FPR.</p> <p>Début août Disparition de détenus du programme de MSF Hollande à l'hôpital King Fayçal à Kigali.</p> <p>4 août Conférence de presse MSF à Goma : le président de MSF France déclare craindre les exactions contre les rapatriés au Rwanda mais ne pas avoir de preuves ; il affirme que les réfugiés sont trop faibles et courent trop de risques pour rentrer au Rwanda.</p> <p>10 août Conférence de presse MSF Belgique:</p>

International	Rwanda	MSF
<p data-bbox="150 293 213 327">1994</p> <p data-bbox="245 584 341 611">11 août Conseil de sécurité de l'ONU en faveur d'un retour " rapide " des réfugiés et déplacés au Rwanda - Annulation par le HCR du retour massif prévu le 16 août.</p> <p data-bbox="245 936 341 963">17 août Témoignages de réfugiés burundais victimes d'exactions du FPR publiés dans <i>Le Monde</i> (France).</p> <p data-bbox="245 1924 392 1951">7 septembre Publication d'un rapport de Human Rights Watch sur les violations graves des droits de l'Homme par des troupes du FPR au cours des mois de juin et juillet - Des organisations humanitaires</p>	<p data-bbox="676 775 772 801">13 août Fuite des Hutus de la zone turquoise vers Bukavu après annonce départ troupes françaises de la zone Turquoise.</p> <p data-bbox="676 1447 772 1473">21 août Les derniers soldats français quittent la zone Turquoise.</p> <p data-bbox="676 1574 772 1601">22 août Le ministre de l'Intérieur rwandais admet dans la presse que les actes de vengeance et les disparitions continuent.</p> <p data-bbox="676 1767 823 1794">5 septembre Début du déploiement de 2000 combattants du FPR dans les villes de Gikongoro, Kibuye et Cyangugu.</p>	<p data-bbox="1101 300 1497 580">point sur les opérations et les finances, " appel à la surveillance des droits de l'homme au Rwanda " - décision du Conseil international : lobby pour plus d'observateurs des droits de l'homme au Rwanda et envoi de volontaires MSF pour collecte informations sur violations droits de l'Homme au Rwanda, Zaïre et Tanzanie.</p> <p data-bbox="1101 618 1497 741">11 août Article du président de MSF Belgique dans <i>Le Soir</i> : appel aux organisations de défense des Droits de l'homme.</p> <p data-bbox="1101 1128 1497 1283">19 août Communiqués de presse MSF Belgique et MSF France : " Les troupes françaises quittent le Rwanda en laissant derrière elles un chaos."</p> <p data-bbox="1101 1319 1497 1442">20 août au 5 septembre Visite de la responsable juridique de MSF au Rwanda : rapport sur l'état catastrophique du système judiciaire.</p> <p data-bbox="1101 1924 1497 2047">7 septembre Cinq premiers détenus de la prison de Gitarama déférés par le CICR à l'hôpital Kabgayi où travaille MSF France.</p>

International	Rwanda	MSF
<p>1994 estiment ces actes " probables " mais déclarent au journal <i>Le Monde</i> préférer se taire pour garder leurs programmes au Rwanda Premières descriptions de l'état des prisons dans la presse internationale.</p> <p>12 septembre De Bruxelles, Faustin Twagiramungu, l'ancien Premier ministre rwandais affirme que les conditions pour le retour des réfugiés au Rwanda sont " loin d'être réunies."</p> <p>16 au 16 septembre Selon la MINUAR, plus de deux millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du Rwanda.</p> <p>23 septembre Le HCR déclare ne pas encourager les réfugiés rwandais à regagner leur pays " en raison de rapports sur des violences qui y sont perpétrées " (rapport Gersony, non diffusé) - le secrétaire général des Nations-unies demande une enquête complémentaire.</p> <p>24 septembre La MINUAR dément disposer d'informations sur des massacres commis par des soldats de l'APR.</p> <p>27 septembre Le Secrétaire général des Nations unies exige qu'aucun communiqué ne soit plus publié sur les risques encourus par les réfugiés qui rentrent au Rwanda.</p> <p>3 octobre Adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies du rapport de la Commission des experts des Nations unies établissant qu'un génocide a été perpétré contre les Rwandais tutsis. Discussion en marge de l'Assemblée générale sur les informations du rapport Gersony concernant des massacres commis par le FPR.</p>	<p>24 septembre Début de l'opération " Homeward " de rapatriement des déplacés internes de Gikongoro dans leurs communes, supervisée par la MINUAR.</p> <p>6 octobre Les autorités rwandaises prennent le contrôle total de l'ex " zone humanitaire sûre " dans le sud-ouest du Rwanda-Interpellées par la Commission des experts de l'ONU au sujet d'éventuels massacres commis par le FPR, les auto-</p>	<p>Début octobre L'ancien chef de mission de MSF Belgique au Rwanda remet au ministre des Affaires Étrangères des Pays-Bas son rapport détaillé sur les exactions du FPR dont il a été témoin à Byumba et dans le Bugesera entre mai et septembre 1994.</p>

International	Rwanda	MSF
<p>1994</p> <p>24 octobre Signature d'un accord HCR/Zaire/Rwanda sur le rapatriement des réfugiés.</p> <p>28 octobre Le gouvernement rwandais exige que la compétence du tribunal international pour juger les responsables du génocide et des crimes de guerre soit limitée à la date de la prise du pouvoir par le FPR en juillet, excluant ainsi les crimes de guerre commis depuis par le nouveau régime.</p> <p>8 novembre Vote résolution 955 du Conseil de sécurité des Nations unies : création du tribunal pénal international pour le Rwanda.</p> <p>9 décembre Les Nations unies demandent au gouvernement rwandais de suspendre les opérations de fermeture des camps et d'autoriser les postes de secours.</p>	<p>rités rwandaises parlent de vengeances individuelles et incontrôlées - Le président du Rwanda plaide pour la création d'un tribunal international pour juger les crimes contre l'humanité.</p> <p>10 et 11 novembre Des soldats de l'APR ouvrent le feu dans le camp de réfugiés de Musange (Nord de Gikongoro) : 14 morts, 7 blessés.</p> <p>9 décembre Annonce par préfet de Gikongoro d'un planning de fermeture des camps de Rukondo, Cyanika et Kibeho.</p>	<p>Mi-octobre Articles dans la presse française de membres de MSF critiquant l'irrésolution des Nations unies, sans mention des violences commises par le FPR.</p> <p>28 octobre Informations sur les exactions du nouveau régime rwandais rapportées par un administrateur de retour du Rwanda au conseil d'administration de MSF France ; débat sur le dilemme: " MSF piégé par la logique du génocide. "</p> <p>10 novembre Début de la diffusion du rapport de MSF Hollande " Briser l'engrenage " (Breaking the cycle), décrivant la situation dans les camps de réfugiés rwandais du Zaire et de Tanzanie.</p> <p>14 novembre Communiqué de presse de MSF international, MSF Etats-Unis et MSF Royaume uni : retrait de MSF des camps de réfugiés rwandais de Bukavu, au sud du Kivu (Zaire).</p> <p>6 décembre Fermeture forcée du camp de déplacés de Kaduha (région de Gikongoro) par l'APR sous les yeux de l'équipe de MSF France - Fuite des déplacés vers le camp de Kibeho.</p> <p>Courant décembre Enquête de MSF France dans les communes rwandaises ; résultats alarmants (arrestations, tortures, exactions massacres) sur le sort des réfugiés qui reviennent.</p>

International	Rwanda	MSF
<p>1994</p>	<p>13 et 14 décembre Opération " Hope " (arrestation leaders et confiscation des armes) par APR et MINUAR dans les camps de Kibeho et Ndago.</p> <p>18 décembre Le gouvernement rwandais déclare qu'il renonce à fermer les camps de l'ex Zone Turquoise.</p> <p>30 décembre Le gouvernement rwandais suspend les activités de ACF dans tout le pays.</p>	<p>Mi-décembre Débat entre MSF France et MSF Belgique qui souhaite prendre en charge les activités médicales dans les prisons de Kigali et Butare, à la place du CICR.</p>
<p>1995</p>	<p>Première semaine d'avril Regroupement à Kibeho des déplacés des petits camps de la région, chassés par l'APR.</p> <p>7 avril Cérémonies de commémoration du début du génocide.</p>	<p>6 au 7 janvier Un médecin de MSF France réalise l'examen médico-légal des victimes de l'attaque du camp de Buzanze par l'APR.</p> <p>30 janvier au 7 février Visite au Rwanda de la responsable juridique de MSF - décision de l'équipe MSF France de Gitarama de rassembler dans un rapport des données sur les détenus hospitalisés et la mortalité dans la prison. Collaboration avec le CICR et MSF Belgique.</p> <p>9 mars Débat entre les sections opérationnelles sur le rapatriement des réfugiés et déplacés dans les communes rwandaises : MSF Belgique pour l'information des réfugiés, MSF France contre la promotion du rapatriement.</p> <p>Début avril Remise du rapport sur l'état de santé des détenus de la prison de Gitarama aux autorités rwandaises.</p> <p>11 avril Décision des responsables de desks des sections opérationnelles MSF de créer un poste international de chargé d'information au Rwanda.</p> <p>13 avril Découverte par l'équipe MSF France du saccage du camp de Rwamiko – fuite de</p>

International	Rwanda	MSF
1995	<p>14 avril Renforcement des troupes de l'APR autour du camp de Kibeho.</p> <p>19 avril 2 500 hommes de l'APR tirent sur la foule regroupée près de l'hôpital de Kibeho - l'APR coupe le système d'adduction d'eau.</p> <p>20 avril Rassemblement des déplacés sur un espace encore plus petit - accès interdit aux réservoirs d'eau installés par MSF et OXFAM.</p>	<p>5 000 déplacés vers Kibeho.</p> <p>14 avril L'équipe MSF demande à la MINUAR un détachement de soldats pour protéger l'hôpital.</p> <p>15 avril L'équipe MSF apprend que l'APR a demandé l'arrêt de l'approvisionnement alimentaire du camp.</p> <p>18 avril L'équipe MSF découvre le camp de Kibeho saccagé et les déplacés rassemblés autour des bâtiments de la MINUAR, de l'école et de l'hôpital - L'équipe MSF soigne les blessés dans l'hôpital - Le chef de mission MSF à Kigali prévient la presse.</p> <p>19 avril Les autorités rwandaises interdisent aux organisations humanitaires de porter secours aux milliers de personnes entassées dehors dans des conditions très précaires - les logisticiens de MSF et OXFAM installent quelques réservoirs.</p> <p>20 avril L'APR retarde l'équipe MSF au check point et entrave son travail - 18 heures : en quittant le camp l'équipe voit des soldats arriver, le radio opérateur entend des coups de feu. Communiqué de presse MSF Belgique, MSF France, MSF Etats unis, MSF International : "Médecins Sans Frontières" demande le maintien temporaire des camps de déplacés au Rwanda."</p> <p>21 avril L'équipe MSF découvre 21 cadavres suite à la fusillade et tente en vain d'alerter les autorités sur les risques d'épidémie Communiqué de presse MSF France : " Près de 200 000 personnes regroupées autour des camps de déplacés du sud ouest du Rwanda s'apprêtent à passer leur cinquième journée sans abris " - Lettre en ce sens du président de MSF France au Département des Affaires humanitaires des Nations unies et au HCR.</p>

International	Rwanda	MSF
<p>1995</p> <p>23 avril Le porte-parole de la MINUAR déclare à la presse que plusieurs milliers de déplacés ont été tués par l'APR- le commandant du bataillon zambien de la MINUAR accuse l'APR d'avoir tiré à l'arme lourde – Menacé, il est évacué d'urgence.</p> <p>24 avril Un porte-parole militaire australien déclare que la MINUAR a compté 4 000 cadavres au lendemain du massacre de Kibeho – Trois heures plus tard le commandant de la MINUAR à Kigali estime le nombre de morts à 2000 – Les Pays-bas annoncent la suspension de leur aide directe au Rwanda.</p> <p>25 avril Le gouvernement belge suspend son aide bilatérale au Rwanda – l'ONU reconnaît ne pas avoir été prévenue de l'évacuation de Kibeho et déclare offi-</p>	<p>22 avril L'APR tire à l'arme lourde contre les déplacés.</p> <p>23 avril Les survivants au massacre quittent le site, sous la menace de l'APR- 2 000 déplacés encore retranchés dans les bâtiments centraux ultimatum de l'APR avant bombardement - visite du ministre de la Justice rwandais sur le site pour calmer l'APR - visite du ministre de la Défense et du Président rwandais, qui déclarent que les 300 victimes ont été écrasées au cours d'une émeute - De Bruxelles, le Premier ministre rwandais regrette le bilan lourd des massacres et annonce une enquête sur la responsabilité des soldats rwandais.</p> <p>24 avril Le président rwandais accuse les milices hutues d'être responsables du massacre et la communauté internationale de ne pas avoir séparé les victimes des innocents dans les camps de déplacés – l'ultimatum de bombardement de l'APR est repoussé puis annulé.</p>	<p>22 avril L'APR interdit l'accès à l'hôpital de Kibeho à l'équipe internationale de MSF – l'équipe marche sur des milliers de cadavres, tente de soigner des blessés, assiste à plusieurs fusillades et est évacuée par la MINUAR – Communiqué de presse MSF : " Des milliers de victimes sur Kibeho : MSF dénonce les massacres ."</p> <p>23 avril Kibeho : Des milliers de cadavres ont disparu - accès de l'hôpital interdit à l'équipe MSF qui soigne les blessés dans la caserne MINUAR, évacue des bébés de l'hôpital et enterre des morts dans une fosse – L'APR entrave l'évacuation des blessés vers Butare – Butare : entraves au travail des équipes MSF et CICR et aux transferts des blessés dans les hôpitaux - Communiqué de presse MSF Belgique : " Marche forcée pour les 100 000 déplacés de Kibeho : des dizaines de personnes s'effondrent en route MSF s'indigne devant l'incapacité de la MINUAR à protéger les civils " - Communiqué de presse MSF Etats-Unis : " 5 000 à 8 000 victimes des massacres dans le camp de Kibeho, de nombreux cas d'épuisement parmi les 80 000 déplacés réduits à une marche forcée. "</p> <p>24 avril Mobilisation des Nations unies, ambassades, agences internationales par l'équipe MSF pour alerter de l'ultimatum de l'APR - communiqué de presse MSF Belgique : " MSF exige le libre accès aux victimes du massacre de Kibeho " - Communiqué de presse MSF France : " Après le carnage de ce week end, la situation des déplacés est toujours dramatique " - communiqué de presse MSF Royaume uni : " L'assistance aux victimes de Kibeho est toujours empêchée par l'armée rwandaise : MSF condamne les attaques de l'APR contre Kibeho et l'échec des nations unies à protéger les civils au Rwanda ."</p> <p>25 avril Conférence de presse MSF à Kigali : témoignages des volontaires sur le massacre de Kibeho – interruption opportune de la liaison satellite au cours du</p>

International	Rwanda	MSF
<p>1995 ciel le chiffre de 2000 morts.</p> <p>27 avril Le Secrétaire général des Nations unies demande que la force ne soit pas utilisée contre les déplacés retranchés à Kibeho - Le Conseil de sécurité des Nations unies condamne la " mise à mort " de nombreux civils et demande au Secrétaire général un rapport à ce sujet.</p> <p>30 avril Engagement du gouvernement rwandais auprès de l'ONU à ne pas mener d'action de force contre les déplacés restant à Kibeho.</p> <p>1er mai Selon l'AFP, un rapport des casques bleus australiens accuse l'APR de déterrer et d'évacuer les cadavres de Kibeho afin de dissimuler la vérité sur le bilan réel du massacre du 22 avril.</p> <p>2 mai Sans la démentir, la MINUAR nie être la source de l'information de l'AFP sur l'escamotage des cadavres par l'APR.</p>	<p>26 avril A Kibeho, des témoins assistent au transfert des cadavres par l'APR et à l'exhumation de cadavres des latrines.</p> <p>27 avril Conférence de presse du gouvernement rwandais à Kibeho : exhumation des 300 victimes officielles – accuse MSF de donner des chiffres faux - accuse les ONG de soutenir les milices dans les camps de déplacés - Annonce de la création commission d'enquête internationale " indépendante."</p> <p>8 mai 1re réunion de la commission d'enquête indépendante créée à la demande du</p>	<p>débat sur CNN entre le président de MSF Hollande avec le représentant de l'ONU au Rwanda et l'ambassadeur du Rwanda aux Etats unis.</p> <p>26 avril Equipe MSF interdite d'accès à Kibeho - Incidents de sécurités pour plusieurs ONG – " Fuite " de l'équipe MSF sur les " cadavres dans les latrines " - Invitation de l'équipe MSF à une " rencontre avec le chef de l'Etat rwandais " à Kibeho, le lendemain – lobby MSF auprès des ambassades.</p> <p>27 avril Au cours de la conférence de presse la représentante de MSF maintient que l'équipe a vu des milliers de cadavres.</p> <p>28 avril Alerte de la chargée d'information MSF au Rwanda : les preuves des massacres disparaissent très vite.</p> <p>30 avril Sur Radio Rwanda, MSF France accusé par le ministre de la Réhabilitation de donner de fausses informations.</p> <p>1er mai Réunion à Kigali des chefs de mission et desks MSF Belgique, Espagne , France, Hollande et Suisse : évaluation de l'espace d'intervention de MSF auprès des populations rwandaises - MSF Belgique annonce un projet dans les cachots et une prison pour enfants - MSF est ciblé au cours d'une manifestation à Kigali contre la position de la communauté internationale au sujet des évènements de Kibeho.</p> <p>2 mai Accès à Kibeho autorisé pour MSF. Des groupes de déplacés quittent le camp.</p>

International	Rwanda	MSF
1995	<p>3 août Annonce par la Présidence rwandaise d'une série de mesures pour améliorer la situation dans les prisons.</p> <p>30 août Limogeage du Premier ministre Faustin Twagiramungu et du ministre de l'Intérieur Seth Sendashonga qui mettent en cause la responsabilité des forces armées dans la persistance de l'insécurité.</p> <p>8 novembre Paul Kagamé, ministre de la Défense du Rwanda affirme au quotidien belge Le Soir que les militaires qui ont commis des fautes ont été sanctionnés.</p>	<p>évènements de Kibeho.</p> <p>22 juin Agression de la chargée de communication de MSF par des journalistes rwandais au cours d'un séminaire à Kigali.</p> <p>29 juin Communiqué de presse MSF France : " mortalité catastrophique parmi les prisonniers incarcérés à Gitarama au Rwanda. "</p> <p>5 et 6 juillet Conférences de presse MSF à Bruxelles, Nairobi et Paris sur l'état de santé des détenus de la prison de Gitarama – communiqué de presse MSF toutes sections : " taux de décès catastrophique dans la prison de Gitarama : MSF demande le transfert immédiat des prisonniers vers d'autres centres de détention."</p> <p>7 juillet Signature de l'enregistrement administratif de MSF France au Rwanda.</p> <p>27 juillet Publication de "Impasse dans la crise des réfugiés rwandais" (" Deadlock in the rwandan refugee crisis "), un rapport de MSF Hollande sur le rapatriement des réfugiés rwandais des camps du Zaïre et de Tanzanie dont une partie est consacrée au massacre de Kibeho et aux prisons rwandaises.</p> <p>8 novembre Lettre de MSF France au ministre de la Santé au sujet d'une fusillade par l'APR contre un centre de santé de la préfecture de Gikongoro.</p>

International	Rwanda	MSF
<p data-bbox="148 293 213 327">1995</p> <p data-bbox="245 1319 395 1346">18 décembre</p> <p data-bbox="245 1352 638 1473">Résolution du Parlement européen demandant au gouvernement de Kigali de revoir sa décision d'expulser les 38 ONG.</p>	<p data-bbox="676 999 810 1025">9 décembre</p> <p data-bbox="676 1032 1069 1153">Le gouvernement rwandais accorde un délai de 7 jours aux ONG concernées pour quitter le Rwanda, en laissant tout leur matériel.</p>	<p data-bbox="1102 331 1236 358">6 décembre</p> <p data-bbox="1102 365 1495 548">Le gouvernement rwandais annonce l'expulsion de 39 ONG dont MSF France et MSF Suisse – communiqué de presse MSF France: " Les sections française et suisse de Médecins Sans Frontières expulsées du Rwanda sans explication. "</p> <p data-bbox="1102 584 1236 611">7 décembre</p> <p data-bbox="1102 618 1495 963">Communiqué de presse MSF France : " MSF demande des explications officielles sur son expulsion du Rwanda " - communiqué de presse MSF Royaume uni : " MSF exige une réunion avec le gouvernement rwandais au sujet de son expulsion – Communiqué de presse MSF International : " MSF exige une réunion avec le gouvernement rwandais au sujet de son expulsion.</p> <p data-bbox="1102 999 1236 1025">9 décembre</p> <p data-bbox="1102 1032 1495 1153">Diffusion sur la chaîne franco-allemande Arte du film d'un membre du CA de MSF France, montrant la situation catastrophique dans les prisons rwandaises.</p> <p data-bbox="1102 1189 1252 1216">12 décembre</p> <p data-bbox="1102 1223 1495 1312">Comptes en banque bloqués et téléphone coupé pour MSF France et autres ONG.</p> <p data-bbox="1102 1509 1252 1536">19 décembre</p> <p data-bbox="1102 1543 1495 1697">Rencontre informelle à Genève des Présidents de MSF France et de MSF Suisse avec le ministre de la Réhabilitation rwandais qui promet des explications à l'expulsion.</p> <p data-bbox="1102 1733 1252 1760">22 décembre</p> <p data-bbox="1102 1767 1495 1888">Départ des derniers volontaires MSF France du Rwanda – Communiqué de presse MSF France : " expulsion de trois volontaires de la section française."</p>
<p data-bbox="148 1928 213 1962">1996</p>		<p data-bbox="1102 1957 1209 1984">3 janvier</p> <p data-bbox="1102 1991 1495 2112">Conférence de presse MSF à Nairobi : dénonciation des vols de matériel commis par l'APR - Conférence de presse de MSF France à Paris : dénonciation</p>

International	Rwanda	MSF
1996		<p>de la dérive autoritaire du gouvernement rwandais - reprise déformée par l'agence Reuter des propos du responsable de desk MSF France (comparaison prisons avec Auschwitz).</p> <p>4 janvier Réaction négative des autres sections MSF après reprise des déclarations de MSF France par Reuters.</p>
1997		<p>Les autorités néerlandaises reprochent à MSF Hollande son " irresponsabilité " au moment des évènements de Kibeho.</p>